



LETTRES D'INFORMATION
PUBLIEES EN 2019
par l'ASAF



ASAF

Site internet : www.asafrance.fr

Courriel : contact@asafrance.fr

Tel. 01.42.25.48.43

SOMMAIRE

Lettre n°19/12 « Urgence stratégique »	2
Lettre n°19/11 « De la Grande Guerre à la guerre actuelle »	4
Lettre n°19/10 « La guerre insidieuse »	6
Lettre n°19/09 « Les exigences d'une dissuasion globale »	8
Lettre n°19/08 « Réflexions autour d'un débarquement méconnu »	10
Lettre n°19/07 « 14 juillet : Examen de conscience »	12
Lettre n°19/06 « Deux regards avant l'été »	14
Lettre n°19/05 « Le sens de l'engagement »	16
Lettre n°19/04 « Retrouver le bon sens »	18
Lettre n°19/03 « Défense : l'Europe impuissante »	20
Lettre n°19/02 « L'ASAF s'implique dans le grand débat national »	22
Lettre n°19/01 « État faible : la Nation et son armée fragilisées. »	24

Paris, le 15 décembre 2019

Lettre n°19/12 **« Urgence stratégique »**

Les chefs d'état-major ont été récemment auditionnés par les deux Commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Combien de Français ont eu connaissance de leurs propos? Hélas, aucun de ces chefs ne semble avoir été sollicité par les grands médias pour s'exprimer devant les Français sur les menaces et enjeux stratégiques, la singularité militaire et les exigences opérationnelles. C'est d'autant plus surprenant que notre pays est en guerre et qu'on enterre régulièrement ses soldats morts au combat pour la France.

Tous ont exposé leurs préoccupations. Elles doivent être connues non seulement de quelques dirigeants politiques mais aussi du plus grand nombre de Français qui ne peuvent se plonger dans le compte-rendu des différentes auditions. C'est l'objet de cette lettre d'information et de sensibilisation.

Menaces

Elles ne cessent de se diversifier, de se combiner et de muter en des formes nouvelles. Elles se signalent par une hausse importante des dépenses d'armement dans le monde.

Sur certains théâtres d'opérations, l'armée de l'Air se heurte à des tentatives destinées à lui interdire l'espace aérien ce qui l'oblige à disposer de capacités de neutralisation des défenses antiaériennes plus performantes. Sur et autour de notre territoire national, nos forces font face à des menaces directes telles que la présence plus fréquente d'aéronefs et de sous-marins étrangers dans des zones situées à proximité de nos côtes et de notre espace aérien.

Sans que cette liste soit exhaustive, il y a la menace que font peser les groupes terroristes, et l'utilisation, pour le moment à l'étranger, de drones difficiles à détecter et à neutraliser. Ces menaces sont combinées avec des actions médiatiques et psychologiques visant à fragiliser la cohésion et la résilience de la Nation.

Ressources financières

En 2015, le budget consacré aux Armées atteignait le seuil catastrophique de 1,5 % du PIB et, sans sa stabilisation provoquée par les attentats, il devait se réduire encore jusqu'à 1,3 % du PIB.

Cette chute mortelle était ininterrompue depuis 1980, année où la part du PIB atteignait 3 %, et ce malgré les crises pétrolières de 1975 et 1978. Ces réductions drastiques ont conduit à un affaiblissement considérable de notre armée occulté par la plupart des responsables politiques de tous bords. Cette baisse était d'autant plus pénalisante pour nos forces conventionnelles, celles qui font la guerre, que la dissuasion nucléaire devait être préservée et que les opérations extérieures se multipliaient.

Cela s'est traduit par un vieillissement des matériels dont les principaux avaient entre 30 et 50 ans d'âge. Les stocks de munitions étaient réduits à la portion congrue et l'infrastructure, qui ne disposait plus de crédits suffisants pour l'entretien élémentaire, ne cessait de se délabrer.

Dans ces conditions, la très récente remontée des crédits budgétaires qui a pour objectif

d'atteindre le seuil de 2 % du PIB en 2025 (soit celui de l'année 1990) ne pourra, au mieux, que combler une partie des lacunes, d'autant que deux nouvelles dimensions de la Défense doivent être davantage prises en compte : la cyberdéfense et le spatial qui deviennent des domaines vitaux pour notre pays.

Matériels

La Marine, qui commence à bénéficier de capacités de frappes à longue distance par des missiles de croisière, souffre cependant de ne pas disposer d'un nombre suffisant de bâtiments lui permettant de contrôler notre zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km² (la 2^e du monde).

L'armée de Terre utilise encore en opération des VAB qui ont plus de 40 ans d'âge et elle ne peut aligner plus d'une quinzaine d'hélicoptères au Sahel, pour couvrir une superficie équivalente à 10 fois celle de la France !

Notre industrie d'armement se doit d'être puissante et doit donc exporter. C'est non seulement pour des raisons économiques et technologiques mais aussi parce qu'il vaut mieux connaître les armes qui pourraient un jour nous être opposées que celles vendues par d'autres pays.

Les ressources humaines

Mais la force d'une armée repose avant tout sur la qualité de ses personnels, qui est liée à leur recrutement, leur formation, leur expérience, leur cohésion et leur moral, mais aussi sur le soutien dont fait preuve la Nation à l'égard de ses soldats. Leur mission est unique ; elle consiste à donner la mort, et à la recevoir le cas échéant, au nom du peuple français pour assurer sa protection, garantir l'intégrité du territoire et défendre ses intérêts stratégiques.

Notre armée a donc besoin d'hommes et de femmes plaçant le service du pays au-dessus des intérêts personnels et acceptant la perspective du sacrifice suprême. Mais que deviendrait une armée si elle ne se sentait pas soutenue par le pays, pire, si elle se sentait trahie par ses dirigeants ?

En conclusion

2020 verra le 80^e anniversaire de la défaite de 1940. Sachons tirer les leçons des deux décennies qui l'ont précédée : une démographie insuffisante liée aux immenses pertes de la Grande Guerre, des alliances illusives, une confiance excessive dans la sécurité collective fondée à l'époque sur la Société des Nations, un refus de voir, de dénoncer et d'agir vite et fort contre la menace nazie, mais aussi une baisse prolongée des budgets de Défense et une impossible remontée en puissance car trop tardive, une absence d'industrie de Défense puissante et de délais suffisants pour transformer du matériel et des hommes en armée cohérente et forte.

Mais peut-être et avant tout, à cette époque régnaient chez un grand nombre de Français cette lassitude, ce doute, ce sentiment oublié que la liberté était le fruit d'un combat permanent que leurs aïeux avaient su mener et qu'il leur revenait de poursuivre...

Que 2020 soit une année de prise de conscience, de mobilisation et de redressement de la France par tous les Français ! C'est notre vœu le plus cher.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/11 **« De la Grande Guerre à la guerre actuelle »**

Les leçons de la Grande Guerre

Le 11 novembre 1918 marque la fin de la Grande Guerre. Cette guerre mondiale fut gagnée par tous les Français qui firent preuve d'une exceptionnelle cohésion. Ceux du front où tombèrent 1 450 000 soldats et où y furent blessés plus de 4 millions, mais aussi ceux de « l'arrière » qui ont assuré la logistique des combats, l'éducation des enfants, les soins aux blessés et supporté les souffrances de l'attente et des deuils. La Grande Guerre nous rappelle une fois de plus que « *la France unie est invincible* ». C'est une leçon essentielle que nous devons tirer pour vaincre aujourd'hui et relever avec succès les redoutables défis qui conditionnent notre liberté de demain.

Le traité de Versailles, qui conclut la paix avec l'Allemagne, sera signé le 28 juin 1919, mais il ne sera pas ratifié par les États-Unis, pourtant notre allié de la Grande Guerre et alors qu'il reposait sur la proposition de Woodrow Wilson, leur président ! C'est aussi une leçon pour aujourd'hui, d'autant que ce pays n'entrera pas en guerre en septembre 1939 lors de l'invasion de la Pologne comme le firent la Grande-Bretagne et la France, mais seulement le 11 décembre 1941, après que l'Allemagne lui ait déclaré la guerre.

En fait, et comme le rappelait le général de Gaulle en créant la « force de frappe », la Défense de la France doit reposer d'abord sur elle-même. Les alliés ne le sont que pour des objectifs bien identifiés et souvent limités dans le temps et dans l'espace. L'anniversaire de la fin de la Guerre froide nous rappelle que Roosevelt, Truman et Churchill, qui furent les alliés de Staline contre Hitler, furent ses adversaires farouches à peine la guerre terminée.

C'est à juste titre que la date du 11 novembre a été retenue pour honorer tous les morts pour la Patrie. Aussi, l'inauguration, en ce jour anniversaire, du monument aux morts pour la France au cours des opérations extérieures (OPEX) depuis la fin de la guerre d'Algérie est-elle très symbolique. Elle signifie que les guerres, toutes différentes et qui ne font plus l'objet d'une déclaration depuis 1945, concernent l'ensemble des Français : les soldats qui portent les armes, mais aussi tous les citoyens, qui, au quotidien, par leur travail, la solidarité dont ils témoignent, contribuent à la cohésion de la France pour faire en sorte qu'elle soit vainqueur dans le combat permanent qu'il nous faut mener pour défendre notre liberté et notre indépendance.

Dévolement et diversion

Dans ce contexte, les incessantes manifestations, les dégradations, les agressions et les outrages dont nos monuments aux morts sont la cible constituent des actes qu'il est urgent de sanctionner avec la plus grande fermeté. Il ne s'agit plus de pousser des cris d'orfraie mais d'agir avec détermination. Ces actes sont inacceptables aux yeux de nos soldats qui se battent pour un pays qu'ils voient livré aux nihilistes et autres anarchistes, véritables barbares des temps modernes. Ces images de violence, révélant l'impuissance de l'État, servent nos ennemis et nos

adversaires. Dès lors, les « casseurs », qui sont leurs collaborateurs du temps de guerre, doivent être traités comme tels.

À cet égard, l'accord donné par le président de la République à l'artiste américain Christo pour empaqueter l'Arc de Triomphe en octobre 2020 est inacceptable. Il contribue à banaliser ce sanctuaire et à diviser les Français au lieu de les rassembler autour de ce lieu de mémoire et de gloire nationale. Pour la plupart d'entre eux, empaqueter l'Arc est incongru, scandaleux et indécent ; c'est défigurer, au sens propre, ce sanctuaire où repose depuis un siècle le Soldat inconnu et sur les murs duquel sont gravés les noms de soldats morts pour la France.

Faut-il rappeler que l'Arc a déjà été profané le 1^{er} décembre 2018 par des voyous dont certains étaient affublés d'un gilet jaune ?

Le précédent du Pont-Neuf avancé par le Président ne peut être un argument car l'Arc de Triomphe est un sanctuaire et non un simple bâtiment. Aurait-il donné son accord pour faire empaqueter le monument aux morts en OPEX qu'il vient d'inaugurer et qui porte comme l'Arc le nom de soldats morts pour la Patrie ? N'aurait-il pas été plus pertinent de mieux mettre en valeur, par des éclairages laser par exemple, les superbes hauts et bas-reliefs de l'Arc, ainsi que les noms qui y sont gravés sur les piliers ?

Et la guerre que nous menons aujourd'hui ?

Le monument aux morts en OPEX est le seul monument sur lequel seront gravés les noms de nos soldats qui vont tomber dans les mois et les années à venir à l'extérieur du territoire national. Mais le nom d'Arnaud Beltrame qui a affronté le même ennemi sur le territoire national, ne devrait-il pas y figurer aussi ? Et si demain des opérations de guerre sont déclenchées sur notre sol pour détruire des groupes islamistes armés, les noms de nos soldats tués figureront-ils sur ce monument aux morts ? Leurs corps reposeront-ils dans nos carrés militaires comme tous les corps de ceux morts pour la France devraient y reposer ?

Car le corps d'un soldat mort pour la France est une parcelle de la France que notre pays et nos concitoyens doivent conserver et honorer afin d'entretenir le souvenir du sacrifice consenti. « *Mon âme à Dieu, **mon corps à ma Patrie** et mon cœur à ma famille* »^[1]

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[1] Lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume, qui inspira le fameux « *Crabe Tambour* ».

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/10 **« La guerre insidieuse »**

Une mise en perspective nécessaire

Comme les autres pays de l'Alliance atlantique, la France célébrera prochainement le 30^e anniversaire de la chute du mur de Berlin, marquant l'effondrement du bloc soviétique et la fin du système communiste (1).

Le monde libre est sorti vainqueur de cette « Guerre froide » qui dura près d'un demi-siècle. La France prit toute sa part dans cet affrontement mondial qui se déroula non seulement en Europe sous la menace nucléaire permanente mais également en Extrême-Orient et en Afrique, dans des guerres périphériques sanglantes. Au cours du XX^e siècle, la dislocation du bloc soviétique fut la 2^e victoire contre un totalitarisme après celle face au nazisme.

Une vulnérabilité croissante de nos sociétés

À peine cette victoire remportée, les pays occidentaux se retrouvent aujourd'hui en première ligne pour affronter une nouvelle menace : l'islamisme. Cette menace se répand *de façon plus sournoise* que les précédentes car elle se pare des vêtements de ce qui est présenté et perçu par de nombreux dirigeants comme une religion comparable aux autres. En réalité, il s'agit d'un système politico-religieux global, totalitaire, nourri du salafisme, qui se développe à l'étranger mais également sur notre sol.

Le terrorisme islamique, forme violente et ponctuelle de cette idéologie conquérante qui nous vise en priorité, *est le fait* d'étrangers mais aussi de Français, d'origine étrangère ou de « souche », convertis récemment à l'islam dit radical.

Cette menace *s'appuie* sur la démographie dynamique de la population de confession musulmane installée en France ; elle bénéficie d'un soutien financier considérable de monarchies pétrolières du Moyen-Orient et des trafics en tous genres que facilite la création de zones propres à chaque communauté dans nos villes.

Enfin, elle *exploite* l'absence de clairvoyance et de volonté de nombreux Français, le doute de soi, que suscitent le dénigrement du passé et la repentance, poisons instillés par les philosophes de la déconstruction. Ils sont relayés par une classe politique qui ne cesse de culpabiliser la France et son Histoire, tout en étant incapable de proposer une ambition nationale forte et d'affirmer les valeurs supérieures de notre pays.

L'atomisation de notre société, ses dimensions spirituelles et philosophiques traditionnelles évacuées au profit d'une société de consommation délirante et la perte du sentiment d'appartenance à une communauté nationale solidaire rendent notre nation très vulnérable.

Un état des lieux révélateur

L'origine de cette situation remonte à plus de 40 années avec l'autorisation du regroupement familial pour les immigrés et l'afflux important, parmi ceux-ci, d'individus de culture

musulmane, venus d'Afrique du Nord mais aussi de l'Afrique subsaharienne, que la France n'a pas pu, su ou voulu assimiler, trop soucieuse qu'elle était du respect de la culture de l'étranger. À cause de cette situation non maîtrisée et acceptée, parfois portée par nos responsables politiques, se sont créées en France des zones étrangères de non droit, abandonnées par l'État, inaccessibles aux forces de l'ordre et dans lesquelles se sont développés les trafics et multipliées les exactions amplifiant encore la communautarisation de ces « quartiers ».

Le Bataclan, Nice, Saint-Étienne-du-Rouvrais, le colonel Beltrame, jusqu'aux meurtres de fonctionnaires de la préfecture de police au cœur même du service de renseignement de la lutte anti-terroriste de Paris, marquent les étapes et sont les signes d'une véritable guerre insidieuse qui se poursuit silencieusement. Le noyautage de toutes les institutions de l'État et l'infiltration à tous les niveaux de la société sont des faits avérés. La menace est devenue mortelle. Pourtant, la classe politique hésite à parler de guerre pour ne pas effrayer la population. Les terroristes ne souhaitent pas susciter de riposte organisée. Ils préfèrent infiltrer, terroriser, discréditer pour saper, affaiblir, neutraliser avec l'appui des inévitables « idiots utiles » et collaborateurs conscients ou pas.

Agir vite et dans la durée

La guerre s'inscrit plus que jamais dans le temps long nécessité par l'éducation et la démographie - soit plusieurs décennies -, mais la riposte ne peut plus tarder sauf à devenir impossible.

La situation exige non seulement une vigilance des citoyens, comme le demande le président de la République, qui passe d'abord par une connaissance et une compréhension de l'ennemi ainsi que par une mobilisation de l'ensemble des capacités de l'État. Il ne s'agit pas de faire face à un phénomène marginal et ponctuel mais de mener une guerre totale contre tous les hommes et les femmes imprégnés de cette idéologie islamique tout à la fois « *religion et État, foi et loi, doctrine et mode de vie* ». À l'instar de ce qui est advenu dans les années 30 où les démocraties, en particulier la France, n'ont pas voulu voir la menace nazie ni comprendre son idéologie, tout se passe aujourd'hui comme si les nations européennes refusaient de regarder la réalité de cette menace prégnante.

Le soldat ne peut l'occulter car il sait que tôt ou tard cette menace amènera son engagement comme c'est déjà le cas au Sahel. Mais pour vaincre, le peuple doit lui aussi être lucide, connaître son ennemi et rejeter les propos consensuels et annihilant du politiquement correct. Bref, il est urgent qu'une élite responsable, courageuse et combative s'impose pour dénoncer la situation inacceptable du lent démembrement de notre territoire, pour exiger avec toute la rigueur nécessaire l'application stricte des lois françaises et imposer les valeurs portées par notre pays. Elle doit être prête à utiliser tous les moyens nécessaires pour détruire ce que le Président a appelé récemment « *l'hydre islamique* ».

Le président de l'ASAF
www.asafrance.fr

(1) L'ASAF publie d'ailleurs, à l'occasion de cet anniversaire, son numéro hors-série de l'année 2019 qui couvre cette période, au cours de laquelle la France combattit en affichant à la fois une loyauté totale à l'Alliance tout en bâtissant une force de dissuasion nucléaire lui permettant de restaurer et renforcer son indépendance.

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/09 **« Les exigences d'une dissuasion globale »**

Le terme dissuasion est souvent associé à celui de nucléaire et celui-ci présente un caractère de grande actualité en cette année du 30^e anniversaire de la fin de la Guerre froide (1).

En effet les tensions, suscitées ou entretenues par les États-Unis avec la Corée du Nord et l'Iran, la rupture de l'accord sur les armes nucléaires à portée intermédiaire (*INF*) (2), sans parler des nouvelles menaces - cyber et spatiales - qui sont susceptibles de peser sur nos intérêts vitaux, replacent la notion de dissuasion sur le devant de la politique internationale.

La dissuasion ne peut être que globale sauf à être contournée

Les menaces auxquelles notre pays doit se préparer à faire face exigent de disposer de capacités dissuasives à vaste spectre. En effet, l'arme nucléaire, qui peut dissuader une puissance nucléaire ou conventionnelle disposant d'une armée puissante, ne dissuadera pas des groupes terroristes, des milices ou un pays ayant des ambitions territoriales limitées loin d'Europe. La dissuasion ne doit donc pas être seulement nucléaire mais aussi classique.

La France dispose aujourd'hui de **capacités nucléaires** crédibles : deux composantes – sous-marine et aéroportée – dont la fiabilité est régulièrement testée ; les armes le sont grâce à la simulation que permet le laser mégajoules, les vecteurs portant les charges et les leurres sont renouvelés à un rythme tel qu'il garantit les capacités de pénétration à travers les défenses adverses ; enfin les équipages sont entraînés et évalués lors d'exercices réguliers dont nombre d'aspects demeurent confidentiels. Le raid d'une durée de 11h30 effectué cette année par l'armée de l'Air de l'île de la Réunion jusqu'en Métropole à l'issue duquel un missile de croisière fut tiré avec succès dans le sud-ouest de la France conforte la crédibilité de cette composante au même titre que les patrouilles de *SNLE* effectuées sans discontinuité depuis le 21 mars 1972, date de la 1^{ère} patrouille du *Redoutable*.

Mais la palette dissuasive doit être complétée par des **capacités de frappe conventionnelle puissante et à longue distance**.

La France dispose du *Rafale* équipé de missiles de croisière air-sol à charge conventionnelle et, depuis peu, de frégates multimissions (*FREMM*) et bientôt de sous-marins nucléaires d'attaque (*SNA*) équipés de missiles de croisière navals (*MdCN*) d'une portée de plus de 1 000 km avec une précision métrique.

Enfin une dissuasion classique complète exige de pouvoir **projeter rapidement une force interarmées puissante sur une zone éloignée** soit pour renforcer des forces prépositionnées, soit pour mener une opération de rétorsion visant à restaurer une situation et la dissuasion en montrant sa force et sa détermination à agir par les armes, le cas échéant dans la durée.

Outre le nombre des personnels et le volume des matériels ainsi que leurs caractéristiques, ce sont la qualité des hommes et des femmes des Armées, leur niveau d'entraînement individuel et collectif, leur moral, leur sens du devoir, leur **esprit de sacrifice** qui concourent directement à la crédibilité de cette dissuasion globale.

La crédibilité de la dissuasion repose autant sur les capacités opérationnelles que sur la détermination des décideurs politiques et la cohésion de la Nation

Tout système de forces n'a de valeur que s'il est animé par la volonté politique et soutenu par la Nation. La crédibilité de la dissuasion repose sur ces deux autres piliers.

En France, *le président de la République* est le chef des Armées. C'est à lui que revient la décision d'emploi de l'arme nucléaire s'il estime que les intérêts vitaux sont menacés. Cette notion d'intérêts vitaux, jamais définie, pourrait inclure non seulement l'intégrité du territoire mais aussi celle de ses dispositifs spatial et informatique qui fondent aujourd'hui et plus encore demain l'indépendance de la Nation et la vie de la population (eau, énergie, ...).

Cette crédibilité politique doit être validée au quotidien par la détermination dont doit faire preuve le chef de l'État pour tout ce qui a trait aux fonctions régaliennes.

Quelle crédibilité peut avoir un chef d'État s'il accepte l'existence de zones de non droit ? Que l'intégrité territoriale soit, de fait, remise en question dès le temps de paix par des citoyens ?

Qu'une minorité activiste puisse vivre hors la loi et dans une quasi-impunité ?

Mais *la population* a également toute sa place dans la valeur de la dissuasion d'autant qu'il n'y a pas d'armée forte et de Défense crédible sans une nation unie, soudée et déterminée à rester indépendante. Elle doit le montrer à chaque occasion. À cet égard, les attentats ne doivent pas seulement susciter des vagues d'émotion mais inciter à mettre en œuvre des mesures à la hauteur du défi. La Nation doit accepter ces contraintes comme elle accepte les efforts financiers qu'elle fait pour disposer de forces armées bien équipées et toujours disponibles.

La France a une ambition à vocation mondiale et des responsabilités particulières. Elle doit en priorité remettre à niveau ses capacités militaires de dissuasion et d'action. Le président de la République a rappelé que les engagements budgétaires retenus dans la LPM seront rigoureusement respectés.

Mais il faut aussi qu'il s'engage sur la disparition des zones de non droit et la restauration de la cohésion nationale faute de quoi sa crédibilité et celle de la dissuasion seront considérablement amoindries.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/08

« Réflexions autour d'un débarquement méconnu »

Les commémorations du débarquement de Provence ont suscité, comme c'est le cas après chaque déclaration du président de la République, de nombreux commentaires, souvent très politiques, liés en l'occurrence à une petite phrase : « *La France a une part d'Afrique en elle* », ou à la présence de M. Nicolas Sarkozy à ses côtés. Mais il y a plus important.

Le débarquement de Provence, événement largement méconnu de nombreux Français, a revêtu en 1944 une importance considérable pour l'avenir de notre pays. Il devrait constituer dans le contexte actuel une source de réflexion féconde pour orienter notre politique nationale.

Restaurer la place de la France dans le monde

Dès le 18 juin 1940, la finalité de l'action du général de Gaulle ne consistait pas seulement à vaincre l'armée allemande et à la repousser au-delà du Rhin. Le but stratégique était de restaurer la place de la France dans le monde ainsi que sa crédibilité, notamment vis-à-vis des alliés anglo-saxons, après la terrible défaite de 1940 qui consacrait un véritable démembrement de notre pays. La nature de l'action conduite par le chef de la France Libre n'était donc pas seulement militaire mais plus globale, c'est-à-dire politique au sens complet et noble du terme.

Ce deuxième débarquement sur le territoire national, après celui de Normandie auquel peu de troupes françaises avaient participé - puisque la plupart étaient engagées victorieusement en Italie -, allait permettre à la France de déployer sur le sol national une armée de 270 000 hommes sans compter les équipages de plusieurs dizaines de bâtiments de la Marine et de centaines d'avions des Forces aériennes françaises libres.

En débarquant avec des effectifs significatifs, l'armée « B » du général de Lattre de Tassigny, constituée de troupes souvent aguerries et sous les ordres de généraux de très grande valeur, permettait aux Français enfin libérés de retrouver leur fierté mais aussi aux Alliés de reconnaître que la France recouvrait sa puissance et son rang. Après ses succès remportés en Italie, elle libérait Toulon en 10 jours puis Marseille avec 1 mois d'avance.

En outre les effectifs de l'armée B n'ont cessé d'augmenter jusqu'à la capitulation allemande grâce à l'intégration en son sein des nombreux maquis qui menaient déjà depuis plusieurs semaines des opérations de renseignement indispensables aux Alliés ainsi que des actions de harcèlement contre les forces allemandes afin de créer l'incertitude sur le lieu exact du débarquement et d'en faciliter ainsi le déroulement.

Enfin, la remontée rapide de l'armée *de Lattre* contraignait les Allemands à se replier très rapidement pour éviter que leurs I^{ère} et XIX^e armées, qui occupaient le sud de la France, ne soient prises en tenaille. À cet égard, il est symptomatique d'observer que ce furent deux unités françaises qui firent leur jonction en Bourgogne : la 2^e DB, après avoir débarqué en août en Normandie et libéré Paris, et la 1^{ère} DFL venant de Provence et qui venait de libérer Lyon.

Cet engagement militaire français, croissant au fur et à mesure que la libération progressait, permettait au général de Gaulle de placer la France dans le camp des puissances alliées et de

s'imposer définitivement comme chef du gouvernement provisoire de la République française, prélude indispensable pour que la France retrouve toutes ses prérogatives d'avant 1939.

Cette restauration nationale s'appuyant sur la puissance militaire amplifiait l'engagement hautement symbolique de la France au côté de l'URSS dans les combats sur le front de l'Est. La France fut en effet la seule nation alliée à accepter de sacrifier ses soldats aux côtés des armées soviétiques rappelant ainsi aux Anglais et aux Américains que la France de 1943, encore très faible militairement, était une puissance alliée indépendante. L'escadrille *Normandie Niémen* reste encore aujourd'hui très présente dans la mémoire combattante russe.

Rassembler la Nation dans le creuset de son armée

Si les armées françaises, par le volume de leurs effectifs - plus de 500 000 hommes au jour de la capitulation allemande le 8 mai 1945 – mais aussi par les objectifs importants et symboliques qu'elles ont atteints en Allemagne - Ulm et Berchtesgaden -, vont constituer un atout décisif pour replacer la France parmi les quatre vainqueurs et devenir une puissance occupante, elles ont aussi largement contribué à refaire l'unité de la Nation.

A l'instar de Leclerc qui avait su rassembler au sein de sa division des soldats ayant rejoint de Gaulle dès 1940, au combat depuis 4 ans, et des soldats de l'armée d'Afrique - c'est-à-dire essentiellement de l'armée d'armistice - qui n'avaient repris le combat que fin 1942, de Lattre intégra au sein de la 1^{ère} armée nombre de maquis tous très différents par leur volume, leur valeur militaire, leur encadrement et leur équipement mais aussi par leur orientation politique.

En agissant ainsi l'armée devenait le creuset d'une armée de libération nationale où se fondait un grand nombre de soldats d'origines très diverses et dans laquelle tous les citoyens pouvaient se retrouver, contribuant ainsi à restaurer l'unité de la Nation déchirée par les choix différents parfois opposés que firent les Français au moment de l'armistice.

Cette intégration en masse de jeunes Français de tous horizons était d'autant plus indispensable que les combats en hiver dans les Vosges et en Alsace réduisaient l'efficacité des troupes coloniales et que de Gaulle souhaitait qu'un maximum de Français participent directement à la libération du sol national.

Connaître et comprendre notre Histoire

On comprend ainsi que le débarquement de Provence a permis à la France de restaurer son rang de grande puissance et son unité nationale ; l'armée en fut l'instrument premier. Ce constat mérite réflexion.

Mais cela n'a été possible que parce que la France et son armée, en ces moments cruciaux, avaient à leur tête des chefs déterminés et courageux, pour qui l'action guerrière servait une ambition politique claire et forte : la grandeur de la France et la place qu'elle doit occuper dans le monde, à la mesure de son génie qui s'est exprimé au cours des 15 siècles de son Histoire.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/07 **« 14 juillet : Examen de conscience »**

Comme chaque année, le 14 juillet, la France rendra hommage à ceux qui la servent au péril de leur vie et notamment ses soldats. Les Français honoreront en particulier les « *Blessés pour la France* », comme ils le font, chaque année, le 11 novembre, pour les « *Morts pour la France* ».

Devoirs

Quelle chance notre pays a de posséder en son sein un tel vivier de citoyens prêts à le servir jusqu'au sacrifice suprême si le devoir ou la mission l'exige, comme on l'a vu récemment face aux islamistes du Sahel et dans la lutte parfois mortelle contre les incendies !

Chez ces hommes et ces femmes le sens du devoir, de la mission à accomplir coûte que coûte et de l'intérêt général se mêlent intimement. Pour eux, « *Honneur et Patrie* » riment avec « *Valeur et Discipline* ».

Au-delà des clivages exprimés et souvent exacerbés par les partis politiques, les ego et les calculs intéressés de leurs responsables, il y a la France. Elle seule peut rassembler les Français si différents, sous réserve qu'on leur apprenne qu'ils appartiennent à une communauté nationale, qu'ils sont ainsi dépositaires d'un héritage sans lequel ils ne seraient rien et qu'ils ont des devoirs envers cette communauté, au moins celui de transmettre dans le même état l'héritage reçu à la génération suivante. Comme leurs parents et ancêtres l'ont fait souvent au prix du sang, ils doivent le protéger et veiller d'abord à ce que notre pays demeure la terre d'un peuple libre et indépendant, capable de s'unir face à l'ennemi et aux multiples adversaires qui cherchent à l'affaiblir voire à le conquérir.

Education

Mais ce vivier de jeunes Français prêts à sacrifier leur vie pour la France, d'où vient-il ? Que fait-on aujourd'hui pour le développer ? Quel projet, quelle ambition, quelle vision les responsables politiques proposent-ils pour susciter dévouement et abnégation jusqu'au sacrifice ? Quelle éducation est donnée et par quels maîtres ? Les parents sont-ils conscients que leur premier devoir est celui d'éduquer avant de gagner plus, de dépenser plus, de consommer plus ?

Certains médias évoquent parfois le recrutement « par tradition familiale » au sein des armées mais, outre le fait qu'il est moins fréquent que dans d'autres professions (enseignants, agriculteurs, ...), il faut plutôt s'interroger sur ses causes et se demander qui parle aux jeunes Français de la France, de sa tragique et glorieuse Histoire, de ses héros, de la richesse de son exceptionnel patrimoine et de son rayonnement international. Certaines bonnes âmes s'interrogent même sur le faible nombre de noms « exotiques » dans les listes d'admission aux concours des écoles militaires alors que l'information sur les carrières militaires n'a jamais été aussi accessible...

Ne faut-il pas y voir d'abord une insuffisance d'éducation patriotique, oui osons le mot, car il est celui qui exprime les devoirs envers nos pères desquels nous avons reçu le patrimoine commun. Pour les Français de fraîche date, il s'agit de découvrir, d'accueillir, d'adopter,

d'assimiler et d'aimer la France ; faire sienne cette nouvelle Patrie choisie en acceptant la perspective de se sacrifier pour elle.

Etrangers

Combien, parmi les dizaines de milliers d'étrangers qui rejoignent la France chaque année, peuvent déclarer comme le fit le lieutenant-colonel Dimitri Amilakvari, Géorgien, formidable entraîneur d'hommes, héros de Bir Hakeim, Compagnon de la Libération, commandant la 13^e demi-brigade de Légion étrangère et tué au combat : « *Nous étrangers n'avons qu'une façon de prouver notre amour pour la France : nous faire tuer pour elle !* »

A cet égard, comment interpréter les flux de jeunes Africains de 20 ans « fuyant la guerre dans leur pays » ? Outre le fait que nombre de pays d'où viennent les immigrés ne sont pas en guerre (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, ...), faut-il faciliter l'accueil de ces jeunes Maliens, Nigériens, Burkinabés en âge de porter les armes pour défendre leur pays ? Faut-il donc que ce soient uniquement des jeunes Français qui aillent se sacrifier pour lutter contre la terreur islamiste dans le Sahel ? N'y a-t-il pas en France des volontaires maliens, nigériens ou burkinabés, en attente de naturalisation, pour se battre au Sahel pour leur ancienne ou future patrie ? Bref, pourquoi ne pas constituer en France des « forces sahéennes libres », les entraîner et les engager aux côtés des soldats français, soit pour défendre leur pays d'origine, soit pour prouver leur attachement à la France, leur future patrie, comme le firent tant d'étrangers amoureux de la France durant les deux guerres mondiales ?

Valeurs

Les valeurs cultivées quotidiennement par les Armées, - courage, discipline, camaraderie, esprit de corps, abnégation, sens de l'effort, goût du travail bien fait, caractère sacré de la mission -, sont des valeurs auxquelles sont sensibles les Français. Sans doute ressentent-ils leur absence ou insuffisance au sein de la société actuelle. Ils devinent confusément que notre pays ne peut relever les défis et gagner que si ses dirigeants sont capables de les mobiliser, de susciter leur adhésion à un projet collectif qui les dépasse et qui soit beaucoup plus que la somme des intérêts individuels ; mais surtout ils exigent une élite qui montre l'exemple du courage et de l'abnégation, de la primauté du bien commun et de l'intérêt général.

Alors, en ce 14 juillet 2019, il appartient à chaque Français et en priorité à nos responsables politiques de s'interroger sur leurs devoirs avant de faire valoir leurs droits, leurs privilèges et leurs intérêts personnels. Il nous faut retrouver tous, sans exception, le sens du devoir d'état, du service et plus que jamais du courage sans lequel, comme le disait Napoléon qui savait de quoi il parlait, « *Un homme sans courage est une chose* ».

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/06
« Deux regards avant l'été »

Exiger le respect

Il n'y a pas de vie collective sans respect de soi, sans respect de l'autre, du patrimoine commun et de valeurs partagées. En rendant un hommage national à nos soldats tués en opération, c'est autour de l'armée que le Président rassemble la Nation car l'armée symbolise à la fois l'unité et l'identité de la France. Une nation peut-elle être libre sans une armée forte ? A l'inverse, une armée peut-elle vaincre sans la nation rassemblée qui la soutient d'une manière indéfectible et dans la durée ?

Le 8 mai, à l'issue de la cérémonie du ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe, le président de l'ASAF, s'appuyant sur l'unanimité des réactions recueillies sur son site, toutes opposées à l'empaquetage de ce monument envisagé en avril 2020, a demandé au président de la République de renoncer à donner une suite favorable à ce projet imaginé par l'artiste américain Christo. Il lui a signifié qu'un tel projet susciterait inévitablement un très fort rejet d'une grande partie de l'opinion publique, qu'il serait une source de polémiques et de divisions, compte tenu du caractère sacré que revêt ce monument.

Cette « *arche immense* » est en effet l'écrin dans lequel repose le Soldat inconnu, auprès de laquelle brûle, sans interruption depuis 1923, la flamme ravivée chaque soir à 18h30 au cours d'une cérémonie empreinte d'une grande ferveur populaire.

Les noms des victoires et des héros gravés dans la pierre, les hauts-reliefs retraçant notre histoire sculptée sur les piliers sont-ils destinés à disparaître sous un voile un mois durant au nom d'une supposée œuvre d'art ?

Quels conseillers ou proches collaborateurs ont pu proposer au Président de donner son accord pour qu'un tel projet inévitablement facteur de divisions voit le jour ? N'y a-t-il pas d'autres monuments qui feraient davantage consensus : Beaubourg, temple de l'art contemporain, l'Assemblée nationale (comme l'a été le Bundestag) ou l'obélisque de la Concorde, voire la tour Eiffel, qui ne présentent pas ce caractère sacré ?

Si nombre de Français, comme cela est probable, s'opposent par une réaction massive à ce travestissement de l'Arc de Triomphe, verrons-nous alors le ministre de l'Intérieur déployer les forces de Police ou de Gendarmerie contre les Français pacifiques qui refuseraient cette défiguration annoncée, alors qu'il n'a pas réussi à s'opposer au vandalisme dont il fut l'objet le 1^{er} décembre dernier ?

Faut-il préciser en outre que, à l'issue de cet événement lamentable, le coût de la restauration s'est élevé à 1 million d'euros financé pour partie par au moins une grande association de blessés au service de la France, celle des « Blessés de la face et de la tête », « Les Gueules Cassées » ?

Viser l'autonomie stratégique de l'Europe

Les élections européennes passées, les questions posées doivent être réglées mais aussi celles qui ne l'ont pas été ou trop peu.

A cet égard, les questions de Défense et plus généralement d'autonomie stratégique de l'Europe, c'est-à-dire de nos pays, n'ont pas occupé une place centrale dans les débats tant ceux-ci se sont réduits à des affrontements politiques très franco-français.

Au-delà du face-à-face proposé « populistes, progressistes » ou « souverainistes, mondialistes », caricatural, réducteur et trompeur, il est urgent de voir comment les nations européennes doivent s'organiser pour garantir leur indépendance et les valeurs de leur civilisation commune.

Inutile de nier ou de refuser la mondialisation, certaines de ses nécessités et de ses contraintes (un Français sur trois travaille pour l'exportation qui nous permet de payer le pétrole que nous n'avons pas) ; mais tout aussi stupide et dangereux est le projet de nous dissoudre dans un vaste ensemble au sein duquel chaque nation d'Europe aurait perdu son identité, ses spécificités, bref ce qui fait l'une des richesses de notre continent.

Face aux grandes puissances comme les États-Unis et la Chine, disposant de capacités de domination qui augmentent de manière exponentielle, il est indispensable que nos nations coopèrent activement et partagent sur les domaines nouveaux qui conditionneront notre liberté dans les années à venir. Sinon nous serons inexorablement dominés, vassalisés, soumis aux intérêts de ces puissances étrangères.

C'est particulièrement vrai dans le domaine militaire et notamment pour ce qui concerne le renseignement, l'espace et la cyberguerre. Mais là comme ailleurs, ces coopérations renforcées qu'il faut développer dans les domaines hautement stratégiques exigent une volonté et des efforts considérables s'inscrivant dans la durée de la part des États qui sont les plus déterminés. Dans tous les cas, l'Europe, sans permettre aux nations d'économiser, suscitera des synergies significatives. Mais surtout, elle contribuera à faire que nos pays restent libres.

C'est l'enjeu majeur et urgent auquel doivent faire face les nations européennes. Unis nos pays peuvent rentrer à nouveau dans le jeu mondial ; isolés, chacun d'eux sera ballotté au gré des intérêts des grandes puissances. Il faut méditer les exemples de *Galileo*, d'*Ariane* et d'*Airbus*, et se persuader que l'Europe peut être le cadre dans lequel, par des coopérations renforcées dans des domaines stratégiques, chaque nation pourra rester elle-même.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/05 **" Le sens de l'engagement "**

C'est pour remplir leur mission coûte que coûte, celle de libérer et ramener vivants deux otages français, que deux commandos des forces spéciales de notre armée ont été tués dans la nuit du 9 au 10 mai 2019. Ils ont accepté de sacrifier leur vie pour ne pas risquer celle des otages. Il y a là l'expression d'un sens supérieur du devoir que le colonel Arnaud Beltrame incarna avec superbe et que les Français identifient intuitivement et admirent. Ils le mesurent d'autant mieux quand ils comparent le sens des responsabilités et du sacrifice des soldats engagés dans cette opération à l'irresponsabilité égoïste des deux touristes.

En effet, si le soldat estime que sa mission revêt toujours un caractère sacré qui justifie si nécessaire le sacrifice de sa propre vie et celle de ses camarades, le touriste, lui, dans une démarche toujours individualiste, oublie que, s'aventurant dans une zone dangereuse, il constitue une cible monnayable et qu'il engage alors la France, sa Patrie, dont la règle de conduite est de ne jamais abandonner aucun de ses citoyens. Pour tenir cet engagement notre pays met en œuvre toutes les capacités militaires dont il dispose, en acceptant de risquer la vie de ses soldats. Car, par nature, une opération de libération de ressortissants, contrainte par le souci de préserver la vie des otages, est toujours complexe et dangereuse. Elle se déroule souvent de nuit, sur court préavis, dans une zone favorable et sur un terrain connu des ravisseurs qui restent toujours aux aguets.

C'est cette exigence supérieure et permanente qui fait du soldat un citoyen à part au sein de la Nation. L'armée cultive inlassablement des valeurs qui ne s'arrêtent pas à de simples « paroles verbales » ponctuant les discours politiques mais qui sont appliquées au quotidien par les soldats au prix de leur sang. En ces temps de doute et de fragilisation de la société, ces deux commandos de la Marine adressent un message à chacun d'entre nous.

La France est notre Patrie. Nous avons reçu en héritage un pays de liberté. Nous devons le défendre et être prêts, lorsqu'il est menacé comme aujourd'hui et comme ce fut souvent le cas dans son histoire, à nous battre et à nous sacrifier pour lui si nécessaire. La France entretient une armée, mais elle ne peut vaincre que si la Nation tout entière est rassemblée et soutient indéfectiblement ses soldats, marins et aviateurs qui veillent au quotidien et se battent souvent au loin ou dans l'ombre.

La primauté de la communauté nationale

Car, répétons-le, notre liberté, notre sécurité et notre culture sont aujourd'hui menacées. Après avoir vaincu deux totalitarismes en moins d'un siècle, le nazisme et le communisme, notre pays doit en affronter un troisième : l'islamisme. Pour vaincre cette nouvelle idéologie conquérante, le combat qui est engagé exige une nation soudée, une armée forte et une détermination sans faille de tous nos concitoyens, responsables comme anonymes, dans la durée.

En effet, la force d'une nation réside dans les liens qui unissent l'ensemble de ses membres. Les talents de chacun doivent être identifiés puis sollicités et surtout conjugués. L'esprit de corps des unités militaires s'appuie sur ce constat. Du général au simple soldat, tous ont fait le même choix à vingt ans. Si c'est au chef qu'il appartient d'orienter les énergies et les capacités pour permettre à chacun de se dépasser, la victoire demeure toujours collective.

La France et son armée : le lien du sang

Le sacrifice de ces deux officiers mariniers, comme celui du colonel Beltrame et de tous ceux qui depuis des siècles sont morts pour la France, rappelle la force du lien qui attache le peuple français à ses soldats. C'est ce qui explique la fidélité à la cérémonie quotidienne du ravivage de la flamme qui brûle sans interruption depuis 1923 devant le tombeau du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.

C'est aussi, hélas, l'occasion de dénoncer l'incongruité du projet d'empaquetage de l'Arc de Triomphe par Christo en avril 2020. Les réactions de milliers de Français à la suite du sondage lancé par l'ASAF contre ce projet sont unanimes ; tous, jeunes ou anciens, civils ou militaires, jugent insultant ce détournement par un « artiste » en mal de publicité de ce qui est aujourd'hui un sanctuaire national inviolable destiné à rassembler les Français autour des immenses sacrifices de nos soldats d'hier et d'aujourd'hui.

Espérance

Heureusement, chaque événement tragique que notre pays traverse offre aussi l'occasion de montrer que se trouvent en son sein certains de ses fils prêts à mourir pour lui. Même si c'est à bas bruit, une guerre se déroule actuellement. Il importe donc que tous les Français participent au combat et se mettent en ordre de bataille, chacun dans son domaine de compétence et en remplissant au mieux son devoir. C'est seulement à ce prix et dans une unité retrouvée face à un ennemi clairement identifié et désigné que notre pays vaincra et que le sacrifice de ces deux héros français ne sera pas vain.

L'armée, toujours prête à défendre les Français où qu'ils se trouvent et quelles que soient les circonstances, a plus que jamais besoin de sentir le soutien indéfectible de la Nation.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/04 **« Le bon sens »**

L'actualité couvrant des sujets d'intérêt militaire n'échappe pas aux incohérences et au prêt-à-penser de notre temps. Il est urgent de retrouver notre bon sens et notre liberté de penser.

Mort d'un camarade

Certains médias font valoir que la première source d'économies citée par les participants au grand débat est le budget de la Défense.

Faut-il rappeler qu'il y a eu environ 2 millions de contributions provenant de 500 000 personnes différentes et que le pourcentage cité est de 28% soit, *in fine*, moins de 150 000 personnes sur 47 millions de Français en âge de voter, c'est-à-dire 0,25% d'entre eux. Est-ce significatif alors qu'un récent sondage rappelle que plus de 80% des personnes interrogées estiment que l'armée française doit être modernisée ?

Mais pourquoi les médias, qui mettent en avant cet avis tout à fait marginal, ne rappellent-ils pas que le lieutenant Damien Boiteux est mort au début de l'opération *Serval* en pilotant un hélicoptère *Gazelle* de 40 ans d'âge alors que le programme *Tigre* avait été reporté de plusieurs années pour des raisons budgétaires ?

Faut-il préciser que le médecin-capitaine Marc Laycuras, qui vient d'être tué au Mali dans l'opération *Barkhane*, était dans un VAB plus vieux que lui ? Le programme *Scorpion*, dont le VBMR *Griffon* vise à remplacer les vieux VAB, a été décalé de 3 ans en 2010 et réduit en nombre. Les faits sont là. Que ceux qui proposent d'économiser sur le budget de la Défense aillent constater par eux-mêmes sur les théâtres d'opérations les effets des engins explosifs improvisés (*IED*) sur les VAB !

Empaqueter l'Arc de Triomphe

On apprend discrètement par la presse que l'Élysée aurait donné son accord pour l'empaquetage de l'Arc de Triomphe par l'artiste Christo, pendant 14 jours (du 6 au 19 avril 2020, délai de montage non compris !), à l'image de ce qu'il avait déjà fait pour le Pont Neuf en 1985. On croit rêver !

Que se passe-t-il dans la tête des conseillers de l'Élysée, des fonctionnaires du ministère de la Culture ou à la Mairie de Paris ? Quant au ministère des Armées, son silence vaut-il acquiescement ?

Tous ces responsables n'ont-ils pas compris que l'Arc de Triomphe n'est pas le Pont Neuf ? Ce lieu est sacré ! Contrairement aux œuvres éphémères de Christo, il symbolise, depuis près d'un siècle et sans aucune interruption, même sous l'occupation allemande, les immenses sacrifices consentis par notre peuple durant la Grande Guerre. Il est, depuis lors, le lieu par excellence de rassemblement et de recueillement de la Nation. Il est l'écrin d'un tombeau recouvert d'une dalle sacrée sur laquelle ces mots sont gravés : « *Ici repose un soldat français Mort pour la Patrie* » et auprès de laquelle brûle en permanence la flamme du souvenir. Il n'est donc pas question que Christo dénature « *l'Arche immense* ». Ce monument est

intouchable. Qu'il laisse le Soldat inconnu reposer en paix ! En outre, dans le contexte dramatique présent, le financement de cette opération pourrait être utilement consacré à la reconstruction de Notre-Dame de Paris.

Mixité pour renforcer la capacité opérationnelle

Mixité et parité sont deux des mamelles du politiquement correct et semblent être des vérités indépassables. Tous ceux qui les mettent en question sont soit des malades psychiatriques incurables, soit de dangereux extrémistes !

Suffit-il de citer Jeanne d'Arc pour justifier la mixité et la parité au sein des armées aujourd'hui ?

L'ASAF s'honore de compter parmi ses membres d'honneur le général Valérie André, première femme officier général de l'armée française. Notre revue *ENGAGEMENT* est l'un des rares médias à avoir honoré Jeannette Guyot, héroïne de la Résistance, notre site à avoir annoncé la diffusion du remarquable film « *La source K* », femme agent des services secrets français avant et durant la Deuxième Guerre mondiale, et enfin à avoir proposé une jeune résistante pour entrer au Panthéon sans prendre en compte la notion de parité puisqu'elle aurait été la 3^e femme parmi les quatre entrants.

Cette posture intellectuelle conduit la ministre des Armées à affirmer sans le démontrer que « *la mixité est une ambition collective pour renforcer l'efficacité opérationnelle de nos armées.* » Voire ; pourquoi ne pas constituer un équipage de sous-marin nucléaire entièrement féminin ? Cela confirmerait très vraisemblablement son égale valeur avec les équipages masculins, susciterait une saine émulation et éviterait très certainement les inévitables problèmes de cohabitation en milieu « clos ».

Si la valeur individuelle est essentielle, la cohésion du groupe est encore plus importante et à rechercher en priorité plutôt qu'une mixité à tout prix ou une quelconque parité.

Rwanda, l'intoxication médiatique

Le président de la République, chef des Armées, a décidé de fixer au 7 avril la date de la journée de commémoration du génocide des Tutsis. Pourquoi ?

N'y a-t-il pas un relent de repentance dans cette annonce, alors que notre pays a été le seul à envoyer ses soldats pour évacuer ses ressortissants et limiter des massacres qui concernent d'ailleurs non seulement les Tutsis mais également les deux millions de Hutus réfugiés en République démocratique du Congo.

La France va-t-elle décréter une journée pour chacun des génocides de la longue histoire du monde ? Doit-elle satisfaire à la bien-pensance en laissant planer un doute sur l'action de nos soldats ? Sommes-nous devenus fous ?

En conclusion, plus que jamais les Français doivent développer leur capacité de jugement et refuser les diktats médiatiques qui nous sont servis quotidiennement. *Ne pas subir* pour rester libres et agir.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/03 **« Défense : l'Europe impuissante »**

Isolés, les pays européens seront rapidement dominés stratégiquement par les grandes puissances. Pour rester indépendants, ils sont condamnés à coopérer. Sont-ils prêts ? Veulent-ils encore peser sur le destin du monde ? Pour ce faire, il est urgent que des pays motivés, dotés de compétences avérées, coopèrent sur des projets stratégiques concrets.

Richesse et faiblesse européennes

« L'Europe puissance » n'existe pas mais chaque État européen peut s'appuyer sur un long et riche passé. Le Danemark, le Portugal, l'Espagne ou la Pologne ont tous été de grandes puissances. Leur histoire millénaire n'a rien de comparable avec celle du Nevada ou de l'Utah. Le modèle américain n'est pas transposable à l'Europe.

Les querelles entre populistes et progressistes semblent dérisoires quand se joue l'indépendance stratégique de chacune de nos nations. Inutile de dénigrer tel ou tel pays ; agir ainsi, c'est créer du ressentiment entre les peuples et faire le jeu des grandes puissances.

Nous savons hélas que les intérêts des États européens divergent souvent, mais il en est d'autres, hautement stratégiques, qui peuvent être communs. Efforçons-nous de les identifier et de rassembler nos forces pour relever les défis et porter une véritable ambition mondiale. Sinon, il est illusoire de croire que nous pourrions conserver notre identité, assurer notre indépendance et participer aux transformations du monde.

Autonomie stratégique

L'exemple de *Galileo* est à cet égard emblématique puisque ce système de localisation, aujourd'hui le plus performant au monde, procure à chaque pays européen une totale indépendance dans le domaine essentiel et en pleine expansion de la géolocalisation. Aucun pays européen n'aurait pu mener seul un tel projet et tous seraient alors restés dépendants du système *GPS* américain, y compris pour ses applications militaires comme ils l'étaient depuis plusieurs décennies.

La dépendance se paie cher et sans doute beaucoup plus que l'indépendance. Ainsi, la France ayant refusé de participer à l'opération militaire en Irak déclenchée en 2003, les États-Unis ont mis sous embargo les pièces de rechange des catapultes (d'origine américaine) du porte-avions *Charles de Gaulle*. Maintenu plus de 6 mois, cette mesure aurait conduit à son indisponibilité opérationnelle !

Rapport de force

Dans le rapport effectué sur le secteur spatial qu'ils ont présenté devant la commission de la Défense, en janvier 2019, MM. Olivier Becht et Stéphane Trompille relèvent : « *pour la surveillance des orbites basses, la France utilise les données d'un catalogue publié par les États-Unis mais on ne peut pas s'y fier totalement : il omet certains appareils américains et*

certaines données orbitales sont particulièrement floues... C'est pourquoi la France a développé le système de radar GRAVES. Signe de l'importance cruciale de cette capacité: jusqu'à l'entrée en service de GRAVES, les Américains rendaient public ce qui concernait nos satellites militaires ; avec GRAVES, la France étant en position de faire de même pour les satellites américains, les États-Unis ont cessé ces publications. »

Si dans ce cas précis la France a pu réaliser ce programme, l'importance croissante des satellites d'observation, de communication et d'interception, notamment pour notre Défense, exige des capacités complémentaires satellitaires que la France ne pourra pas financer seule, d'autant qu'il existe de nombreux autres domaines dans lesquels elle révèle d'importantes lacunes. Faut-il rappeler que nous louons des avions de transport de très grande capacité à des compagnies aériennes russes et ukrainiennes pour assurer la logistique d'une partie de nos forces engagées au Sahel dans l'opération *Barkhane* ?

Face aux États-Unis ou à la Chine, la France peut-elle développer seule le système de combat aérien du futur, des capacités de cyberdéfense efficaces, renforcer ses moyens de recherche et d'exploitation du renseignement si ce n'est en multipliant par deux son effort de Défense ? Et quand bien même elle le pourrait, aurait-elle les ressources scientifiques et techniques suffisantes pour travailler dans ces différents domaines stratégiques alors que les Américains sont 5 fois plus nombreux et dépensent pour leur défense plus de 10 fois ce que nous consentons ?

Réagir pour restaurer notre indépendance

Face aux grandes puissances, les États européens qui le veulent doivent mettre en commun certaines de leurs ressources pour développer des capacités stratégiques essentielles. Tirons le meilleur parti de nos cultures distinctes et combinons, sur des projets concrets, nos différents talents, capacités et génies et nous serons supérieurs à nos concurrents.

Concernant nos armées, chaque pays a une culture militaire propre et des domaines d'excellence. C'est autour de ces atouts qu'il faut organiser nos forces. Devons-nous demander aux Baltes et aux Finlandais d'envoyer autant de soldats au Sahel ou en Libye que les Portugais ou les Italiens ? Il vaut mieux prendre en compte la position géographique, la perception des menaces, mais aussi les capacités naturelles, le tempérament et les pôles d'excellence de chacune des nations.

Agir au plus tôt

Il serait erroné de croire que le financement collectif de capacités trop difficiles ou impossibles à posséder au niveau national, permettrait de réaliser des économies. Malgré la crise des gilets jaunes, la France doit en effet tenir l'engagement, qu'elle a pris comme tous les pays appartenant à l'OTAN, de consacrer 2 % de son PIB pour sa Défense en 2025.

En attendant une hypothétique défense européenne, pourquoi ne pas proposer de faire financer dès à présent le surcoût des opérations menées contre les islamistes au Moyen-Orient et au Sahel par les pays qui estiment qu'ils sont un ennemi commun ?

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Paris, le 15 février 2019

Lettre n°19/02

« L'ASAF s'implique dans le grand débat national »

« *Pour moi, il n'y a pas de questions interdites* »
(*extrait de la lettre du président Macron*)

L'ASAF, association d'intérêt général et membre du groupe des associations représentatives du monde combattant, ne saurait être absente du grand débat national. Elle l'avait du reste annoncé dans sa [lettre de janvier](#) consacrée à la crise des « gilets jaunes ».

Dans le cadre strict de ses statuts, elle propose ci-dessous les quatre points qui lui paraissent devoir et pouvoir être portés par tous ceux qui, sans omettre leurs préoccupations personnelles, souhaitent que la Défense, sujet qui concerne tous les Français, ne soit pas la grande absente de cette consultation populaire.

1- La France doit disposer d'une armée complète, bien équipée et entraînée pour garantir son indépendance, son intégrité et la protection des Français.

Il s'agit donc de veiller à ce que les ressources prévues dans la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, indispensables à la remontée en puissance de nos armées, soient préservées.

La France doit veiller à préserver son autonomie stratégique. L'exemple de l'embargo imposé par les États-Unis sur la fourniture des pièces de rechange pour les catapultes du porte-avions *Charles de Gaulle*, après le refus de la France de soutenir l'engagement américain en Irak, est à ce titre très révélateur.

La France doit impérativement accroître la part de son budget consacré à la Défense et atteindre dans un premier temps 2% du PIB en 2025 comme le prévoit la LPM. C'est là une condition nécessaire pour que nos Armées aient les moyens d'accomplir leurs missions.

Rappelons que, pour sa Défense, chaque Américain dépense plus de deux fois ce que dépense chaque Français. ([Lire les lettres d'information de l'ASAF 2018](#))

2- La France doit renforcer sa cohésion et être fière de son passé pour bâtir son avenir. L'État doit cesser toute forme de repentance et mettre en valeur l'exemplarité de héros français tout au long de son Histoire.

Certains dirigeants, intellectuels ou médias français jettent trop souvent l'opprobre sur certaines pages de notre histoire, soit de façon mensongère (la colonisation assimilée à un crime contre l'humanité), soit par ignorance du contexte ([affaire Audin](#)), soit par pure naïveté.

En revanche les innombrables Français dont le comportement fut héroïque sont trop rarement évoqués devant un peuple qui manque aujourd'hui de confiance en lui et une jeunesse en perte de repères.

Cette attitude est grandement préjudiciable à l'unité de la Nation car elle est susceptible de susciter chez certains, en particulier chez les jeunes nouvellement naturalisés, un sentiment de rejet au lieu d'offrir des exemples dont ils pourraient s'inspirer pour développer leur sens de l'engagement au service de la Nation.

3- Les engagements opérationnels doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique de long terme, soutenue par l'ensemble de la population.

Nos soldats doivent bénéficier du soutien indéfectible de la Nation et être assurés que les opérations qu'ils mènent aujourd'hui au prix du sang ne seront pas dénigrées demain.

Chaque fois que l'on accuse nos soldats d'hier d'avoir commis des crimes ou des atrocités, comme c'est régulièrement le cas à propos de l'Algérie, ou, plus récemment, d'avoir favorisé le génocide au Rwanda et d'en avoir été les complices par leur passivité, on sème le doute dans les esprits des soldats engagés aujourd'hui en opérations extérieures et on les fragilise.

Comment les empêcher de penser que leurs actions d'aujourd'hui seront peut-être demain, comme celles de leurs anciens, vouées aux gémonies ? Comment peuvent-ils continuer à se battre, à souffrir et à mourir aujourd'hui pour un pays dont les responsables politiques risquent de les abandonner demain ?

L'engagement de nos forces armées est celui de la Nation tout entière et celle-ci doit faire preuve de son soutien indéfectible à ses soldats dans le long terme. C'est particulièrement vrai pour ses blessés qui l'ont été « pour la France » à 20 ans et dont les blessures nécessitent des soins très contraignants tout au long de leur vie tels que les grands brûlés, les blessés psychiques et de la moelle épinière, ou encore les amputés.

4-Les associations représentatives du monde combattant, déclarées d'intérêt général, doivent être davantage associées à la réflexion et aux décisions relatives à la Mémoire et au lien armée-nation.

Certaines dispositions relatives à la Mémoire pourraient faire l'objet d'une consultation des associations afin d'aller vers plus de cohérence et de pertinence :

- Le choix des commémorations patriotiques nationales annuelles ;
- La place de la médaille des victimes du terrorisme qui pour l'instant est située avant celle remise pour des actes de courage et de dévouement ;
- L'attribution de la mention « Mort pour la France » pour le colonel Beltrame et pour les militaires français tués en étant observateurs de l'ONUST ;
- La simplification du calendrier des commémorations nationales et son recentrage sur le 11 novembre conformément à l'esprit de la loi du 28 février 2012 ;
- Enfin, quand elles ne sollicitent pas de subventions de l'État, les associations d'intérêt général, qui contribuent bénévolement au développement de l'esprit de Défense, doivent pouvoir émettre des reçus fiscaux pour les dons qu'elles reçoivent des Français.

En conclusion

Il ne faudrait pas que la satisfaction des intérêts particuliers de nos concitoyens conduise à l'affaiblissement des fonctions régaliennes de l'État et, en particulier, de la première d'entre elles : la Défense.

Dans le monde actuel il est plus que jamais essentiel que notre pays soit uni autour d'une armée forte. C'est la condition incontournable pour être efficacement protégés et rester libres.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr
[Retour au sommaire](#)

Lettre n°19/01
« État faible : la Nation et son armée fragilisées. »

Un bilan triste et inacceptable

Dix morts, des centaines de blessés, des scènes de pillage diffusées en direct, des dégâts matériels considérables, la liberté de circuler en voiture entravée et de nombreux Français plongés tous les samedis dans l'insécurité, en ville, aux ronds-points et péages ; c'est l'image ternie par des dérives inacceptables que donne la France au monde depuis quelques semaines. Ce désordre, encouragé par des partis politiques et dont profitent des nations étrangères, affaiblit considérablement notre pays, restreint sa capacité d'influence et réduira inévitablement sa crédibilité militaire.

Un terreau favorable

La contestation des gilets jaunes, dont la légitimité n'est pas en cause, s'est déclenchée sur un terreau favorable et a pris la forme d'un mouvement sans responsables déclarés. Du fait de certains individus radicalisés ou étrangers au mouvement, elle a dérivé, ici et là, au gré des heures et au fil des semaines, vers une forme localisée de guérilla urbaine, où se mêlent expressions d'injures et de haine, actes de violences et de pillage, autant de propos et de gestes puisés aux plus bas instincts.

Tel est le triste bilan aujourd'hui d'un État dirigé depuis tant d'années par des hommes et des femmes méconnaissant trop souvent les réalités du terrain, diffusant un sentiment de suffisance, voire parfois d'arrogance. Ils se sont montrés incapables de rassembler la Nation autour d'un projet qui redonne leur fierté aux Français et leur permette de relever collectivement les redoutables défis auxquels ils sont confrontés. Bien au contraire, les Français, dans leur majorité, ont le sentiment d'être dirigés par une classe politique inefficace qui, loin de montrer l'exemple, ne sait pas expliquer clairement les objectifs à atteindre ni les efforts inévitables à consentir pour restaurer la puissance de notre pays.

C'est une grande faute que de ne pas avoir dit franchement depuis longtemps que nous dépensons trop, que nous devons réorganiser l'État, revoir notre système social et que nous devons travailler bien davantage sous peine de devenir très rapidement un pays de second rang.

La loi bafouée

Dans cet environnement fragile, les dirigeants d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, se révèlent incapables de faire respecter la loi, y compris quand ils déclarent que « *nous sommes en guerre* ». Ils préfèrent dénigrer le passé et noyer la France dans une repentance historique systématique, qui mine la confiance, fissure la cohésion et éteint l'enthousiasme. Cette attitude intellectuelle est mortifère car elle divise encore davantage au lieu de rassembler et elle inocule le doute au lieu de renforcer la confiance et la fierté.

Selon la loi, toute manifestation doit être déclarée et encadrée par les manifestants sur un itinéraire défini et dans un créneau horaire précis. Cela signifie que, si une manifestation non déclarée est décidée, ses instigateurs doivent être interpellés et les participants sanctionnés.

Déclarée, une manifestation ne doit en aucun cas porter atteinte à la liberté des autres citoyens. Or depuis trop longtemps l'État tolère que les Français soient pris en otage et supportent les contraintes imposées par des manifestants, alors que la liberté de circuler prime sur le droit à manifester.

De même la sécurité des personnes et des biens doit-elle être strictement assurée. Or, depuis trop longtemps, les responsables politiques laissent les manifestants occuper illégalement des locaux ou des terrains comme ceux de Notre-Dame-des-Landes. Pourtant la mission des forces de sécurité est de faire respecter les lois de la République, y compris par la force si nécessaire. Rien ne justifie en effet, dans une démocratie comme la nôtre où les élections se déroulent à des échéances régulières, que la violence soit un moyen d'expression et de pression.

Une France affaiblie

En huit semaines, quel gaspillage : le chef de l'État, chef des Armées, contesté, insulté et menacé, la sécurité intérieure non garantie sur certains lieux de manifestation, la cohésion nationale fissurée, le symbole des sacrifices immenses de la Nation outragé !

Si des mesures très fermes ne sont pas prises au plus tôt pour neutraliser les casseurs et les pillards en les sanctionnant lourdement, la France sera demain un lieu où risquent de s'affronter ces voyous et des commerçants qui défendront leur commerce les armes à la main ou encore des Français qui n'accepteront plus de voir brûler leurs voitures. Face à ces affrontements mortels en viendra-t-on à faire intervenir l'armée ?

Pour éviter cette extrémité, l'État doit d'urgence restaurer la confiance en nos forces de sécurité intérieure en leur donnant des consignes fermes, faute de quoi la France continuera à s'affaiblir et à se discréditer pour le plus grand bonheur de ses concurrents. Quant à l'armée, intimement liée à la Nation, et dont le chef semble à ce point contesté, elle risque alors de perdre très vite une partie de sa crédibilité tant auprès de ses alliés que de ses ennemis islamistes.

Un espoir

Dans ce contexte qui ne peut plus être admis, il apparaît capital que la démarche originale de consultation des Français initiée par le président de la République, chef des Armées, porte les fruits attendus de réconciliation nationale, de retour de la confiance dans les autorités responsables, et de fierté retrouvée dans un grand destin national et européen ; d'ailleurs, sur ce dernier point, les membres de l'ASAF ont un rôle important à jouer en participant activement au grand débat national.

Mais cet espoir, c'est aussi celui que doivent nous inspirer les deux pilotes et les deux pompiers qui ont péri en s'entraînant au combat et en luttant contre un incendie ; ils ont ainsi montré que des hommes et des femmes sont toujours prêts à donner leur vie pour défendre la France et sauver leurs compatriotes.

La rédaction de l'ASAF
www.asafrance.fr
[Retour au sommaire](#)